



## Le FMI veut saigner un Pakistan déjà ravagé par les inondations

Par [Sampath Perera](#)

Mondialisation.ca, 17 septembre 2010

[WSWS](#) 17 septembre 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)



Exploitant sans honte le désastre humanitaire causé par six semaines d'inondations, le Fonds monétaire international (FMI) refuse d'accorder au Pakistan des fonds promis en 2008 dans le cadre d'un prêt tant qu'Islamabad n'aura pas appliqué des changements de politiques considérables – changements qui réduiront encore plus les revenus des travailleurs appauvris du pays.

Au début de l'été, le Pakistan était censé recevoir une tranche de 1,3 milliard de dollars faisant partie d'un prêt total de 11,3 milliards. Mais le FMI en a reculé la date du transfert après qu'Islamabad ne fut pas parvenu à atteindre divers objectifs de performances fixés par le FMI.

Après cela, plus de 20 millions de personnes et 79 des 124 districts administratifs du Pakistan ont été touchés par les inondations de la vallée de l'Indus.

Le bilan actuel donné par le gouvernement de 1700 morts est faible comparé au tsunami de 2004 dans l'océan Indien ou au tremblement de terre de janvier dernier à Haïti. Mais des millions de gens affamés et sans abri restent à la merci des maladies et, par bien d'autres aspects, cette catastrophe pakistanaise dépasse de loin ces tragédies.

En début de semaine, Maurizio Giuliano du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires a qualifié les inondations d'« une des pires catastrophes humanitaires de l'histoire des Nations unies, en termes de nombre de personnes auxquelles il faut porter assistance et aussi de région concernée ».

Selon Giuliano, au moins dix millions de personnes sont actuellement sans abri. Une grande partie de l'infrastructure physique du pays, dont environ 1000 ponts et 4000 kms d'autoroutes, a été détruite et 23 pour cent au moins des récoltes de fin d'été et début d'automne du pays ont été détruites.

Les eaux ne s'étant pas encore totalement retiré, en particulier dans le sud du Sind, et les pertes des foyers et des entreprises commençant tout juste à être comptées, les estimations des dégâts ne sont que des approximations. Cependant, ces estimations gouvernementales, se montant à 43 milliards de dollars, représentent déjà près d'un quart du PIB annuel du Pakistan.

De plus, les inondations auront un effet durable sur l'économie du Pakistan, notamment sur

la disponibilité et le prix de la nourriture et du coton, lesquels sont vitaux pour l'industrie textile pakistanaise, qui constitue sa plus importante source de revenus à l'exportation. Et cela se produit dans une situation où, même avant les inondations, un Pakistanais sur quatre, soit 45 millions de personnes, souffrait de malnutrition.

La semaine dernière, l'agence de notation *Moody's Investor Service* a changé son avis sur les cinq plus grandes banques du Pakistan, de stable à négatif, en raison des inquiétudes sur le fait qu'elles pourraient être fragilisées par des prêts peu performants. Nondas Nicolaidis, un responsable des analyses à *Moody's*, a déclaré au *Financial Times* britannique que « Ce seront surtout les secteurs agricoles et textiles [qui seront touchés par les inondations], mais nous nous attendons à ce qu'un effet indirect se développe sur le système bancaire. »

Dans une crise sociale et économique aussi grave, les responsables pakistanais espéraient que le FMI pourrait être persuadé d'assouplir ses critères pour accorder la sixième tranche du prêt conclu en 2008. Mais lorsqu'ils ont rencontré les dirigeants du FMI à Washington dix jours durant à la fin août et au début de ce mois, ils ont été sèchement éconduits.

Selon un article publié le 8 septembre dans *Dawn*, les autorités du FMI ont adopté « une position très ferme » durant les négociations, affirmant « Que le conseil de direction du FMI n'a pas l'intention d'étudier la demande de fonds supplémentaires du Pakistan tant que celui-ci n'aura pas fait des progrès tangibles » quant à l'application des restructurations économiques dictées par le FMI.

Les négociations se sont terminées avec le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, déclarant cela publiquement dans des termes pratiquement aussi directs.

Strauss-Kahn a indiqué que la délégation pakistanaise, dirigée par le ministre des Finances Abdul Hafeez Shaikh, a promis d'appliquer les diktats du FMI - y compris la suppression des subventions sur le prix de l'énergie et l'imposition d'une taxe générale sur les ventes. Mais il a déclaré que le FMI n'accorderait pas un centime des 2,6 milliards de dollars restant à verser sur le prêt de 11,3 accordé en 2008 tant qu'Islamabad n'aura pas effectivement réalisé sa promesse d'appliquer les réformes exigées.

Le directeur général du FMI a déclaré que la performance du gouvernement du Pakistan serait évaluée à nouveau à la fin de l'année pour déterminer si les réformes avaient été menées à bien et que seulement dans ce cas une nouvelle tranche serait transférée à Islamabad.

« Notre dialogue avec le Pakistan sur l'actuel arrangement en attente avance », a déclaré Strauss-Kahn, « et les autorités ont exprimé leur intention d'appliquer des mesures pour terminer la cinquième révision du programme dans le courant de l'année. »

« Nous resterons en contact étroit durant l'avancée de ces efforts. La réalisation de la cinquième révision [des objectifs fixés par le FMI] nous permettra de déboursier 1,7 milliard supplémentaire. »

Le directeur général du FMI a dit qu'il recommanderait au conseil de direction du FMI de prêter au Pakistan 450 millions de dollars issus du Programme d'assistance d'urgence en cas de catastrophe naturelle pour aider Islamabad à porter secours aux victimes des inondations.

Mais avec une bonne partie du Pakistan en ruine – et avec près d'un tiers du budget du pays déjà consacré au remboursement des dettes – cela ne constitue qu'une maigre consolation.

La position de Strauss-Kahn a été soutenue par la Banque mondiale, qui tout comme le FMI est une organisation sous contrôle des États-Unis, dominée par les Occidentaux.

Dans une déclaration du 1er septembre, après avoir rencontré le ministre des Finances Shaikh, le président de la Banque mondiale Robert B. Zoellick a souligné le besoin pour Islamabad d'appliquer des réformes libérales avant tout. « Nous avons besoin, a dit Zoellick, de répondre fortement à cette crise, mais nous devons le faire sans perdre de vue les réformes économiques importantes. »

Il s'est ensuite lancé dans une menace contre le gouvernement pakistanais et la population du Pakistan, déclarant « La réponse des donateurs pour les inondations dépendra également de la capacité du gouvernement à faire ce qu'il a promis sur ce point. »

Les secours à apporter aux millions de victimes des inondations du Pakistan constituent ainsi pour les institutions financières impérialistes une arme qu'ils brandissent pour pousser à des réformes libérales qui faciliteront l'extraction du profit par les capitaux nationaux et, encore plus, internationaux.

Comparé à l'ampleur du désastre, le Pakistan n'a reçu qu'une aide au compte-gouttes de la part des gouvernements du monde. La banque mondiale, pour sa part, a accordé 1 milliard de dollars à Islamabad pour financer à la fois les aides immédiates et la reconstruction à long terme. Mais tout cet argent a été pris dans d'autres programmes existants de la Banque mondiale pour le Pakistan.

Les réformes exigées par le FMI et la Banque mondiale incluent :

- La transformation d'une taxe générale sur les ventes en une TVA à 15 pour cent. Cette nouvelle taxe transférant le fardeau des entreprises sur les travailleurs.

- L'élimination complète des subventions sur le prix de l'énergie. Jusqu'ici, le gouvernement s'était engagé à augmenter le prix de l'électricité d'au moins 25 pour cent en trois phases de 6 mois à partir du 1er octobre. (La Banque mondiale et la Banque pour le développement de l'Asie avaient estimé plus tôt dans l'année qu'une augmentation de 49 pour cent serait nécessaire pour réaliser la promesse du gouvernement de mettre fin à toutes les aides sur l'électricité.)

- L'autonomie totale de la banque centrale du pays et l'arrêt des prêts de la banque au gouvernement.

La coalition dirigée par le Parti du peuple pakistanais qui forme le gouvernement actuel du Pakistan a signé à plusieurs reprises des promesses au FMI sur cette politique de droite et sur d'autres comme des privatisations accrues. Elle l'a encore fait la semaine dernière.

Après la réunion à Washington, le ministre des Finances Shaikh a déclaré, « je veux réaffirmer l'engagement du gouvernement du Pakistan envers le programme de réforme économique, lequel inclurait une austérité fiscale ; une mobilisation des ressources domestiques ; une réforme des structures de gouvernance, y compris des entreprises du secteur public ; et un environnement favorable au secteur privé. Nous nous sommes engagés pour ce programme parce que c'est la voie à suivre pour garantir une reprise forte

et se remettre sur la trajectoire de la croissance. »

Le gouvernement pakistanais se rend cependant compte qu'il est assis sur une poudrière sociale. C'est pourquoi il renâcle à mener des changements de politique économique dont l'effet immédiat serait d'alimenter l'inflation et de réduire la production. L'application de la TVA a été repoussée à plusieurs reprises et est actuellement prévue pour le 1er octobre, récemment le gouvernement a annulé l'augmentation des prix de l'électricité prévue pour le mois prochain.

Même avant les inondations de cet été, les journaux pakistanais regorgeaient de commentaires sur les troubles sociaux dus à la faim montante et à l'inégalité sociale ainsi qu'à la désaffection de la population pour un gouvernement civil qui a fondamentalement poursuivi la politique de la dictature militaire à la solde des États-Unis qui l'avait précédé. Cela inclut entre autres la collaboration de plus en plus rapprochée avec les États-Unis dans la guerre en Afghanistan et contre les milices pachtounes alliées aux talibans au nord-ouest du pays.

Ces inondations qui ravagent la vie de millions de Pakistanais ont aussi clairement mis en évidence l'incompétence, l'indifférence et la corruption du gouvernement et des élites dirigeantes dans leur ensemble, ce qui renforce encore plus les craintes de ces élites qu'il n'y ait un soulèvement social.

Mais, tout comme l'élite pakistanaise s'est montrée prête dans la poursuite de son alliance mercenaire avec l'impérialisme des États-Unis à plonger une grande part du pays dans la guerre civile, elle finira par se plier aux pressions du FMI et de la Banque mondiale et à appliquer des réformes économiques aux conséquences sociales incendiaires dans les mois qui viennent.

Article original, [WSWS](#), paru le 10 septembre 2010.

La source originale de cet article est [WSWS](#)  
Copyright © [Sampath Perera](#), [WSWS](#), 2010

Articles Par : [Sampath Perera](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)